

**DISCOURS DE CLÔTURE DE LA PRÉSIDENTE DE LA TRENTE-TROISIÈME  
SESSION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS,  
SON EXCELLENCE CLÉMENTINE ANANGA MESSINA**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs et Délégués,  
Mesdames et Messieurs,

Cette trente-troisième session du Conseil des gouverneurs du FIDA touche à sa fin. Elle marque un tournant dans l'histoire du Fonds dans la mesure où il s'agit du premier Conseil organisé au siège du FIDA. À cet égard, permettez-moi de remercier encore une fois la République italienne pour l'appui offert à notre institution. Ce Conseil marque également le début de la période couverte par la huitième reconstitution, période durant laquelle le FIDA s'efforcera d'élargir la portée de son action auprès des populations rurales pauvres, femmes et hommes.

Lors de la cérémonie d'inauguration, nous avons eu l'honneur et le privilège d'accueillir Son Excellence Giorgio Napolitano, Président de la République italienne. Dans son discours, le Président a réaffirmé au Conseil des gouverneurs l'engagement de l'Italie en faveur de notre organisation – non seulement comme pays hôte pour le FIDA mais également comme l'un des plus fervents défenseurs de l'aide internationale pour un développement durable. Le Conseil a reçu l'assurance de la générosité et du soutien indéfectibles de l'Italie.

Le Conseil a par ailleurs été honoré de la présence de l'Honorable Mizengo Peter Pinda, Premier Ministre de la République-Unie de Tanzanie. Lorsque celui-ci a lu la déclaration de Son Excellence le Président Jakaya Mrisho Kikwete, il a mis en lumière l'importance que revêt la mission du FIDA dans l'aide qu'elle apporte aux populations rurales pauvres pour leur permettre de faire face aux innombrables difficultés qui sont les leurs. Il a également souligné le rôle que doivent jouer les pays en développement eux-mêmes dans cette bataille qui engage le monde entier. Dernièrement, la Tanzanie a donné la preuve de l'aptitude du continent africain à s'engager sur la voie de la réforme, de la croissance et du développement. L'accent mis sur la nécessité d'adopter une approche concertée face aux problèmes de la pauvreté afin de garantir un développement durable constitue un appel auquel nous devons tous répondre, avec nos savoirs, notre expérience et nos ressources financières.

Dans son message, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a réitéré l'importance que revêt le FIDA en tant que membre de la famille des Nations Unies, soulignant que l'agriculture est au centre des préoccupations internationales. Il a également rappelé que, si l'on veut surmonter les nombreux obstacles rencontrés sur la voie de la réduction de la pauvreté et du développement durable, il est essentiel de forger des partenariats diversifiés et novateurs et de mettre en œuvre une action intégrée et soutenue.

Les mots prononcés par le Président Nwanze devant le Conseil étaient convaincants. Face aux réalités auxquelles sont actuellement confrontées les populations rurales pauvres, le rôle et la mission du FIDA sont plus importants que jamais; importance démontrée non seulement par le niveau de reconstitution sans précédent atteint l'année passée mais également par l'association croissante du Fonds aux événements majeurs figurant à l'ordre du jour de la communauté internationale. Je suis convaincue que, à l'instar du Président Nwanze, toutes les personnes ici présentes seront d'accord avec moi pour exhorter la communauté internationale à poursuivre son soutien en faveur du FIDA et à s'associer aux efforts déployés par le Fonds afin d'aider les petits agriculteurs et les populations rurales pauvres à se libérer de la pauvreté.

Les allocutions de M. Jacques Diouf, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et de M. Amir Mahmoud Abdulla, Directeur exécutif adjoint et Chef des opérations du Programme alimentaire mondial, s'articulaient elles aussi autour des notions de partenariat et de coopération. Par leur présence, ces hautes personnalités ont rappelé le resserrement croissant des relations entre les organisations basées à Rome, lesquelles travaillent de concert et en coordination afin d'élaborer les fondements du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Au-delà des diversités géographiques et culturelles, les Gouverneurs du Fonds ont exprimé d'une seule voix leur soutien en faveur de la mission du Fonds, leur encouragement face à l'évolution actuelle du Fonds vers un renforcement de l'efficacité, de l'innovation et de l'efficience et leur souhait que le FIDA aille plus que jamais de l'avant sur la voie de la participation aux efforts mondiaux de lutte contre la pauvreté.

Les membres ont encore présente à l'esprit la catastrophe qui vient de frapper Haïti et le Conseil a exprimé son plein appui au peuple de cet État membre et aux initiatives de relèvement entreprises par le FIDA.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Le Conseil a examiné le rapport sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA. Le niveau sans précédent de l'objectif fixé et des annonces de contribution reçues à ce jour au titre de la huitième reconstitution ainsi que la déclaration récente de son entrée en vigueur prouvent de manière positive et tangible que le développement agricole figure au premier rang des priorités internationales. Ces faits soulignent également de manière éloquente l'importance que les États membres du FIDA accordent à la mission du Fonds et à l'octroi des ressources nécessaires pour renforcer son rôle de manière significative.

Sur recommandation du Conseil d'administration, le Conseil a approuvé les états financiers vérifiés du FIDA pour 2008 ainsi que son programme de travail et ses budgets administratif et d'investissement, pour la première fois axés sur les résultats, pour 2010. Il a approuvé le budget administratif du Fonds pour 2010, y compris les dépenses au titre du MFD, à hauteur de 131,99 millions d'USD, ainsi que son budget d'investissement, toujours pour 2010, à hauteur de 3,53 millions d'USD. De plus, il a approuvé le budget administratif du Bureau de l'évaluation du FIDA pour 2010, à hauteur de 6,2 millions d'USD. Les comptes rendus de la présente session prendront acte de l'abstention de la République italienne concernant le budget administratif du Fonds.

En approuvant la révision des Principes et critères du FIDA en matière de prêts, le Conseil a décidé que, sur proposition du Président, le Conseil d'administration soumettra à la trente-quatrième session du Conseil des gouverneurs, en 2011, une version révisée desdits Principes et critères. Dans l'attente de leur adoption par le Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration sera habilité à créer une catégorie de prêt à des conditions similaires à celles dont sont assortis les prêts proposés à des conditions plus rigoureuses par l'Association internationale de développement (IDA) et à appliquer ces conditions aux prêts accordés par le FIDA aux pays auxquels l'IDA accorde de telles conditions.

Enfin, le Conseil a examiné le rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance ainsi que le rapport de situation relatif au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Les participants à la session ont accueilli avec intérêt la synthèse des délibérations de la troisième réunion mondiale du Forum paysan, qui s'est tenu en marge du présent Conseil des gouverneurs. Le Forum a souligné combien le soutien constant des petits exploitants du monde entier reste nécessaire et a reconnu le rôle du FIDA en tant que partenaire important et dynamique à cet égard.

Nous garderons en mémoire la présente session du Conseil des gouverneurs du fait des nouvelles possibilités de dialogue qu'elle nous a offertes. Le débat interactif en séance plénière, qui a été particulièrement intense et captivant, et les événements parallèles sur des thèmes de portée régionale ainsi que l'édition 2010 du Rapport sur la pauvreté rurale ont fourni aux membres du FIDA de multiples occasions non seulement de débattre des problèmes d'ampleur mondiale auxquels sont confrontées les populations rurales pauvres, mais également d'échanger des points de vue et d'apporter une contribution concernant les difficultés d'ordre pratique auxquelles doit faire face notre institution.

Durant cette session du Conseil des gouverneurs, le FIDA, avec l'organisation d'un événement parallèle sur la situation en Haïti, a également donné la preuve de sa forte capacité de réaction. Cet événement important, riche d'indications, nous a présenté un point de la situation sur les mesures prises par le Fonds face à la dévastation et aux souffrances provoquées par le séisme en Haïti. De plus, en nous rendant compte des efforts concertés de remise en état des zones agricoles, il a rappelé à chacun de nous l'obligation d'aider ce pays sinistré. Au cours de l'événement parallèle, la volonté de ses participants d'appuyer le FIDA en ce qui concerne la remise définitive de la dette d'Haïti a été notée. Il semble que l'allègement de cette dette ne se fera pas aux dépens de la capacité financière du FIDA ou des ressources nécessaires pour financer les projets et programmes d'autres États membres. Les participants ont exprimé le souhait que tous les membres appuient cette initiative de concert avec le FIDA.

Je tiens à remercier chacun d'entre vous ainsi que mes collègues du Bureau. Je suis sûre que ceux-ci se joignent à moi pour vous remercier de la confiance que vous nous avez accordée en nous choisissant pour siéger au Bureau du Conseil des gouverneurs. Nos remerciements vont également au personnel du FIDA, qui a planifié et organisé cette conférence avec une compétence remarquable. Une mention spéciale va, comme toujours, aux interprètes, aux techniciens et, bien entendu, aux messagers. L'efficacité, l'organisation soignée et le professionnalisme dont tous ont fait preuve ont contribué au succès de la présente session.

Mesdames et Messieurs,

Beaucoup a été accompli mais, comme toujours, beaucoup reste à faire. Dans chacune de nos délibérations et dans chacune de nos décisions, nous avons gardé à l'esprit le drame que vivent les populations rurales pauvres et la conviction que, grâce à notre travail, nous pouvons changer les choses. Je suis certaine que tous les éminents Gouverneurs s'associent à moi pour exprimer leur confiance au Président Nwanze et à son équipe et leur redire que, pour relever les défis auxquels sont confrontées près de un milliard de personnes de par le monde, ils peuvent compter sur le soutien de tous les membres du Fonds. La force du FIDA réside dans ses membres, dans leur engagement et leur aptitude à dépasser les frontières géographiques et culturelles et à regrouper pays donateurs et pays bénéficiaires dans les structures et processus du Fonds. La pauvreté et la faim ne connaissent ni frontières ni limites – pas plus que nous, membres du FIDA, dans notre appui au Fonds et à sa mission.

Sur ces mots, je déclare close cette trente-troisième session du Conseil des gouverneurs.

